

LA DÉMOGRAPHIE DES RÉGIONS EN CRISE SÉCURITAIRE AU CAMEROUN : ENTRE RÉSIGNATION ET RÉSILIENCE.

MVODO Victor Stéphane

victorstphanemvodo@yahoo.com

victorstphanemvodo@gmail.com

Tel : 696 756 686 / 676 230 377

Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population (BUCREP)¹.

Résumé

Le Cameroun connaît des problèmes sécuritaires depuis un certain nombre d'années notamment dans ses régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces questions de sécurité ont créé des situations humanitaires difficiles aussi bien dans les zones en proie à cette insécurité qu'aux zones relativement stables proches de ces dernières. Malgré la volonté affichée du Gouvernement du Cameroun de restaurer la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire, force est de constater que de nombreux foyers de tensions subsistent créant par la même occasion beaucoup de désolations au sein des ménages et d'importantes pertes économiques. Face à toutes ces difficultés, le présent article se propose de comprendre quels sont les comportements démographiques des populations qui vivent toutes ces crises. Grâce aux données du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} RGPH/RGAE, il est démontré que la démographie de ces régions a fortement été influencée.

Mots clés : démographie, régions en crise sécuritaire

Abstract

Cameroon has been experiencing security problems for a number of years, particularly in its Far North, North West and South West regions. These security issues have created difficult humanitarian situations both in areas plagued by insecurity and in relatively stable areas close to them. Despite the Government of Cameroon's declared determination to restore peace and security throughout the country, it has to be said that many hotbeds of tension remain, creating a great deal of desolation within households and significant economic

losses. Faced with all these difficulties, this article sets out to understand the demographic behaviour of the populations living through these crises. Using data from the 4th GPHC/GCAL pilot mutualized census, it is shown that the demography of these regions has been strongly influenced.

Keywords: demography, security crisis regions

0. Introduction

Depuis au moins une décennie, le Cameroun vit sur son sol des conflits armés qui ont causés de nombreuses pertes en vies humaines et en dégâts matériels. Le Produit intérieur brut du pays a, par ailleurs, été fortement impacté du fait de ses situations sécuritaires délicates (World Bank, 2021). Et pourtant, le Cameroun traîne depuis son indépendance une réputation de havre de paix sur le continent africain et même sur le plan international (Razafindrakoto, et al., 2022). Dès le début des années 2010 avec les exactions de la secte islamique en passant par l'année 2014, au moment où le Président de la République, Paul Biya, leur déclare la guerre, jusqu'en 2016, par ce que le Gouvernement, appelle jusqu'à nos jours la « crise sociopolitique » dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Cameroun a connu des problèmes sécuritaires importants.

Les statistiques chiffrées sur ces situations ne sont pas suffisamment et régulièrement documentées même comme le Gouvernement rappelle à souhait que ces différents affronts ont plombé ses efforts de développement et surtout d'atteinte de l'émergence en 2035. Seules quelques Organisations internationales et les Organisations Non Gouvernementales locales avancent quelques statistiques.

¹ Les opinions, conclusions et recommandations exprimées ou implicites contenues dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions du Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population.

Pour ce qui est des exactions de Boko Haram, entre 2013 et 2016, près de 1 200 personnes ont perdu la vie dont 1 098 civils, 67 militaires et 3 policiers. (Berthemet, 2016).

L'ONG International Crisis Group évalue à plus de 6 000 morts le conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest². D'après les Nations unies, plus de 630 000 personnes sont aujourd'hui déplacées à l'intérieur du pays et plus de 85 000 sont réfugiées au Nigeria voisin. Dans le même temps, 1,3 million de personnes auraient été affectées par les violences (OCHA, 2019). La Banque mondiale estimait les pertes économiques à environ 30% du Produit intérieur brut des deux régions en 2019 ; soit plus de 4% au niveau national (World Bank, 2021).

Il est important de noter que les situations de conflits entraînent des problèmes humanitaires importants. Face à ces situations de crise sécuritaire et humanitaire, quels sont les comportements démographiques des populations qui en sont confrontées ?

Il existe une abondante littérature sur les questions sécuritaires au Cameroun. Cependant très peu se sont appesanties à mettre en évidence ou alors à mesurer les comportements démographiques des populations vivant ces situations. De nombreux auteurs se sont plutôt appesantis sur la détermination des causes et d'énoncer les pistes de solutions (Ntuda Ebode, et al., 2017; FES, 2020; Crisis Group., 2015; Razafindrakoto, et al., 2022). D'autres ont établi des liaisons entre la survenance de ces conflits aux faibles progrès réalisés par le pays en matière de transition démographique en montrant qu'une population en majorité jeune, non scolarisée et surtout sans emploi, est plus encline à céder aux sirènes de la déstabilisation (UNFPA, 2019).

Ainsi, étudier les comportements démographiques des populations vivant des situations d'insécurité, serait une tentative d'évaluation des performances du Cameroun dans l'atteinte des objectifs du développement durable numéro 3 et 16 fixés par les Nations Unies (FES, 2020). En effet, pour assurer le développement durable, le Gouvernement du

Cameroun devrait permettre à tous les citoyens de vivre en bonne santé et promouvoir une société pacifique et ouverte à tous. Cet objectif est clairement mentionné dans la stratégie nationale de développement du Cameroun (SND30) pour l'horizon 2030. Au regard de l'insécurité et des crises sociopolitiques que connaît le pays depuis de nombreuses années, le Gouvernement s'est donné comme défis majeurs la restauration de la paix, la consolidation du vivre ensemble et de l'unité nationale.

Le présent article tente de répondre aux préoccupations suivantes :

- Quels sont les indicateurs de la fécondité dans les régions en crise sécuritaire ?
- Quels sont les comportements de fécondité des régions en crise au Cameroun par rapport au reste du pays ?
- Quelles stratégies les femmes de ces régions-ont-elles adoptées face aux questions sécuritaires ?
- Quels sont les niveaux de mortalité dans les régions en crise sécuritaire au Cameroun ?
- Ces niveaux de mortalité sont-ils fondamentalement différents du reste du pays ?
- Au regard de leur supposé plus forte implication dans les conflits, les hommes meurent-ils plus que les femmes ?
- Quel est le rythme et le sens des mouvements migratoires ?

La suite du texte développe en première partie les principaux foyers de tensions sécuritaire au Cameroun. Dans la seconde, il est présenté la méthodologie utilisée pour répondre à ces différentes préoccupations. La troisième partie expose les différentes conclusions obtenues à la suite des différentes analyses.

²Ces estimations sont variables selon les sources. Alors que le Gouvernement tend à les sous-estimer, les groupes armés par contre les surestiment.

1. Les principaux foyers de tension de sécurité au Cameroun

Ce paragraphe revient sur les principaux foyers de tensions qui existent dans le pays. Il est évoqué en quelques termes l'existence de l'Etat islamique et de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, les répercussions de la crise centrafricaine sur la partie orientale du pays et la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest,

1.1. L'Etat Islamique et Boko Haram dans l'Extrême-Nord Cameroun

Le Cameroun compte dix régions administratives dont l'une d'elle, l'Extrême-Nord subit les affres du terrorisme de Boko Haram depuis 2009³ (Nations Unies, 2018). Cette secte religieuse, née au Nigéria au début des années 2000, cherche à étendre son idéologie par les prêches et surtout par la violence dans toute la sous-région comprenant les pays tels que le Niger, le Tchad et l'Extrême Nord Cameroun. Cette dernière est considérée comme étant la plus pauvre. Le Gouvernement l'a d'ailleurs déclaré zone économiquement sinistrée (ZES) par un décret du Premier Ministre⁴. Cette région enregistre les taux de pauvreté les plus élevés du Cameroun si l'on s'en tient à l'indice de pauvreté multidimensionnelle. L'Extrême-Nord comptait 74,3 % de pauvres en 2014 contre 65,9 % en 2007 et 56,3% en 2001 (INS, 2008; INS, 2015). Cette situation de pauvreté extrême est un terreau fertile et propice pour le développement des activités de la secte, qui recrute ainsi parmi les jeunes désœuvrées en leur tenant un discours d'espérance d'une vie meilleure. Par ailleurs, contrairement aux pouvoirs publics, Boko Haram séduit ces populations en leur fournissant des biens matériels et même de l'argent pour les différentes missions qu'ils effectuent au profit de la secte (FES, 2020).

³ Certaines sources indiquent que la présence de Boko Haram au Cameroun date de l'année 2006 lorsqu'elle a commencé à fuir la répression exercée par l'armée nigériane.

⁴ Décret N°2019/3179/PM du 02 septembre 2019 portant reconnaissance du statut de zone économiquement

C'est en 2015 que les attaques de la secte se sont intensifiées entraînant l'afflux massif des réfugiés venant du Nigéria et même des déplacés internes dans la sous-région. Au Cameroun, les départements du Mayo Tsanaga, du Mayo Sava et du Logone et Chari, en raison de leur proximité géographique et socioculturelle avec l'Etat du Borno au Nigéria, sont les plus touchés même si on a pu observer quelques incursions dans les départements du Diamaré et du Mayo Danay (Mvodo, 2018; Crisis Group., 2015). Cette situation de guerre a entraîné un bouleversement des structures économiques affectant négativement dans le même temps les moyens de survie des populations déjà très pauvres. Elle a aussi eu pour conséquence une pression supplémentaire sur les quelques infrastructures sociales de base existantes telles que les écoles et les formations sanitaires (Nations Unies, 2018). Le Gouvernement a réagi en envoyant un contingent important des forces de sécurité à l'effet de contrer la montée des belligérants.

1.2. La région de l'Est et de l'Adamaoua

Les troubles sociopolitiques que connaît la République Centrafricaine depuis 2013 ont poussé vers les régions de l'Est et de l'Adamaoua, des milliers de réfugiés centrafricains avec comme incidence la montée de l'insécurité et l'augmentation de la demande sociale en matière de santé, d'éducation et d'emploi. Le Cameroun est présenté comme la principale terre d'accueil des réfugiés centrafricains⁵. Les deux pays partagent plus de 800 km de frontières (Tamekamta, 2018). Les organisations humanitaires ont établi que les principaux points d'entrée des réfugiés centrafricains sont les arrondissements de Kentzou et Garoua Boulai dans la région de l'Est et l'arrondissement de Ngaoui dans l'Adamaoua (Tamekamta, 2018)

Il faut noter que l'histoire politique de la RCA est jalonnée de nombreux coups d'Etat qui ont conduit de nombreux militaires au pouvoir avec des conséquences plus ou moins importantes

sinistrée aux Régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Sud-Ouest.

⁵ En 2014, le pays a accueilli 130 187 réfugiés alors dans le même temps la RDC en recevait 55 533, le Tchad accueillait 87 0000 et 14 108 au Congo Brazzaville

sur la situation humanitaire du pays. Mais le 24 mars 2013, la rébellion de Séléka, avec à sa tête Michel Am Nondroko Djotodja, a définitivement plongé le pays dans une situation humanitaire désastreuse avec l'effondrement des structures étatiques. Le pays est principalement soutenu grâce aux Organisations régionales et internationales (CEMAC, CEEAC, UA, UE, ONU, ...) (Tamekamta, 2018). En dépit de la transition assurée par Catherine Samba Panza, ou même de l'élection au poste de Président de la République du Professeur Faustin-Archange Touadéra, de nombreux groupes armés non contrôlés par le Gouvernement persistent dans le pays. Seule la capitale Bangui, ses périphéries et les voies d'acheminement des marchandises sont sous contrôle gouvernemental. Cette insécurité n'est toutefois pas restée cantonner en République Centrafricaine. En effet, les rebelles centrafricains traversent de temps à autre la frontière pour venir commettre des exactions sur le sol Camerounais. C'est pourquoi l'Etat du Cameroun a installé de nombreuses bases militaires le long de cette frontière pour répondre efficacement à ces menaces.

1.3. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest font face depuis un certain nombre d'années à une crise sociopolitique et sécuritaire sans précédent. Cette crise est née d'un mouvement de grève des avocats en novembre 2016 à Bamenda, dans le Nord-Ouest, qui dénonçaient la francophonisation du droit et de la justice, héritage colonial britannique de la Common Law (Razafindrakoto, et al., 2022; World Bank, 2021). Sans prêter une oreille attentive à ces revendications, le Gouvernement du Cameroun a plutôt pris l'option de réprimer violemment les manifestations. Quelques temps plus tard, les enseignants et les étudiants se sont mis également en grève avec en toile de fond les mêmes revendications mais cette fois dans le système éducatif. Une fois de plus, le Gouvernement a décidé de réprimer toutes ces manifestations ; ce qui a conduit à de nombreux morts et blessés. Face à la surdité du Gouvernement aux différentes revendications,

les émeutes ont éclaté dans toutes ces zones et les radicaux sécessionnistes ont récupéré le mouvement en diffusant ouvertement des mots d'ordre de grève général, des mots d'ordre de villes mortes, des messages antigouvernementaux. Ils sont allés jusqu'à déclarer l'indépendance de cette partie du Cameroun le 1^{er} octobre 2017 entraînant dans le même temps un regain de violences (Razafindrakoto, et al., 2022; World Bank, 2021). Des négociations avec les modérés, à la suite d'un Grand dialogue national, en novembre 2019, ont abouti à conférer à ces régions un statut spécial. Bien avant cela, le Gouvernement avait consenti à mener quelques réformes à l'instar de la création d'une section de la Common Law à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) et à la Cour Suprême. D'autre part, de nombreux enseignants anglophones ont été recrutés et envoyés dans la zone. En dépit de toutes ces mesures, les violences et exactions sont régulièrement observées. Celles-ci ont été à l'origine de la destruction des centaines de villages (OCHA, 2019), de nombreux morts se recrutant aussi bien dans les rangs des séparatistes que dans l'armée régulière, et l'arrivée de nombreuses personnes déplacées internes⁶ vers les zones sécurisées principalement les zones francophones.

La carte ci-après illustre à peu près les principaux foyers de tensions dans le pays. Ils sont matérialisés par les couleurs orange.

Carte 1. Principaux foyers de tension au Cameroun



Source : Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, Centre de crise et de soutien, 21 mars 2018

⁶ Le Gouvernement du Cameroun n'a pas officiellement établi le nombre exact de morts et déplacés internes dus à cette crise. Tout de même, les organisations humanitaires parlent de près de 6 000 morts, près d'un million de

personnes installées principalement dans les régions francophones limitrophes et 60 000 réfugiés au Nigéria

2. Méthodologie

La méthodologie précise dans un premier temps quelques concepts importants. Dans un second temps, une évaluation de la qualité des données est présentée, et enfin, il est illustré les méthodes de mesure des différents indicateurs.

2.1. Quelques concepts clés

Démographie : C'est l'étude scientifique des populations humaines, de leur composition, de leur répartition géographique, de leur évolution et de leurs caractéristiques socio-économiques. La démographie analyse les processus démographiques tels que la natalité, la mortalité, la migration.

Insécurité : L'insécurité est définie comme étant un environnement dans lequel une part importante de la population court de graves risques de mort, de maladie ou de faim et peut voir ses moyens d'existence bouleversés sur une période prolongée.

Régions en crise sécuritaire au Cameroun : Les principales régions en crise sécuritaire au Cameroun sont la région de l'Extrême Nord, la région de l'Est, la région du Nord-Ouest et la région du Sud-Ouest. Le déterminant commun à ces régions est qu'elles sont frontalières à d'autres pays voisins. Mise à part la région de l'Est, le reste des régions sont frontalières au Nigéria (voire carte 1). Si dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les questions sécuritaires sont internes, il n'en est pas de même des régions de l'Est et de l'Extrême-Nord où les menaces sont importées des pays voisins. Cette différence fait en sorte que les questions sécuritaires ne se posent pas dans ces régions de façon uniforme sur le territoire. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, la quasi-totalité des arrondissements est concernée par des problèmes de sécurité alors que dans la région de l'Est et de l'Extrême-Nord, cette insécurité structurelle est cantonnée dans les arrondissements limitrophes aux pays voisins. Ainsi suivant cette logique, la zone de contrôle de Bétaré Oya dans la région de l'Est ne sera pas considérée comme une zone en crise car non frontalier à la République Centrafricaine voisine. Et pourtant les faits liés à cette insécurité y sont régulièrement enregistrés.

En définitive, les zones de contrôle de Mokolo dans l'Extrême-Nord, de Bétaré Oya dans l'Est, de Tubah dans le Nord-Ouest et de Buea dans le Sud-Ouest sont considérées comme des zones en crise sécuritaires. Dans la suite du texte, il est utilisé indifféremment les termes ci-après pour exprimer la même réalité : zone en crise sécuritaire, zone à risque sécuritaire, zone d'accès difficile, zone d'insécurité, zone à défis sécuritaires, zones de conflits.

Résignation : C'est un état d'esprit où une personne accepte passivement une situation difficile ou désagréable sans essayer de la changer

Résilience : C'est la capacité d'un individu, d'une communauté ou d'un écosystème à résister, à s'adapter et à se rétablir face à des perturbations ou à des chocs. C'est un concept clé pour assurer la durabilité et la survie dans un monde en constante évolution.

2.2. Evaluation de la qualité des données

2.2.1. Type de données

Pour répondre aux questions citées en introduction, cet article s'appuie principalement sur les données du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} recensement général de la population et de l'habitat (4^{ème} RGPH) et du recensement général de l'agriculture et de l'élevage (RGAE). Cette opération s'est réalisée dans 10 arrondissements du territoire national du 22 mars au 30 avril 2023. Pour tenir compte des spécificités géographiques, culturelles, démographiques, des contraintes énergétiques et de connectivité, les arrondissements choisis sont ceux présentant des spécificités en termes de défis sécuritaires (zones de conflits), d'accès difficile, de difficultés de connectivité aux réseaux électriques et téléphoniques, urbaines à habitat dense et zones frontalières et de grande diversité culturelle ont été ciblées. Ce recensement pilote couvre aussi bien le milieu urbain que le milieu rural.

Au total, 10 arrondissements ont ainsi été identifiés pour un total de 126 zones de dénombrement, comme présenté dans le tableau ci-après. Le tirage des zones d'équipes s'est fait de façon stratifiée où la strate est constituée du milieu de résidence.

La collecte des données sur le terrain s'est faite pendant 37 jours, soit 7 jours pour la reconnaissance, l'identification et la numérotation des structures et des ménages, puis 30 jours pour la collecte proprement dite. Le dispositif organisationnel était le suivant :

- un agent recenseur pour la collecte des données dans une zone de dénombrement ;
- un chef d'équipe qui encadre 3 agents recenseurs dans sa zone d'équipe ;
- un contrôleur suit la collecte des données dans un arrondissement ;
- le superviseur assure le suivi de la collecte au niveau d'une région.

Tableau 1. Distribution des ZD⁷ par arrondissement et milieu de résidence

Région	Arrondissement ou ZC ⁸	Nombre de ZD			Nombre de ZE ⁹
		Urbaines	Rurales	Total	
ADAMAOUA	Bankim	3	9	12	4
EXTREME-NORD	Mokolo	5	7	12	4
EST	Betare Oya	3	9	12	4
CENTRE	Yaoundé 6	15	0	15	5
LITTORAL	Douala 2	0	15	15	5
NORD	Madingring	3	9	12	4
NORD-OUEST	Tubah	10	2	12	4
OUEST	Bafoussam 3	9	3	12	4
SUD	Efoulan	1	11	12	4
SUD-OUEST	Buea	11	1	12	4
TOTAL		58	68	126	42

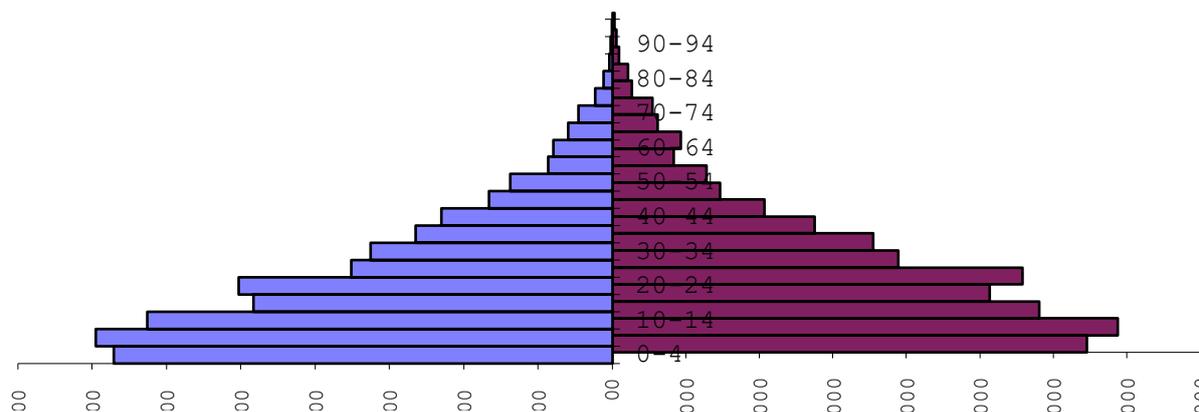
2.2.2. Evaluation de la qualité des données

Pour évaluer la qualité des données du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} RGPH-RGAE, il est fait recours à la pyramide des âges, de la courbe de déclaration des naissances et de la courbe de déclaration des décès.

○ Pyramide des âges

Le graphique ci-dessous présente la pyramide des âges des 10 zones de contrôles.

Graphique 1. Pyramide des âges de la population du recensement pilote



Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

On observe que la pyramide des âges a une base élargie caractéristique des pays en développement de l'Afrique Subsaharienne

conséquence d'une fécondité élevée. Par ailleurs, cette allure n'est pas éloignée des

⁷ Zone de Dénombrement

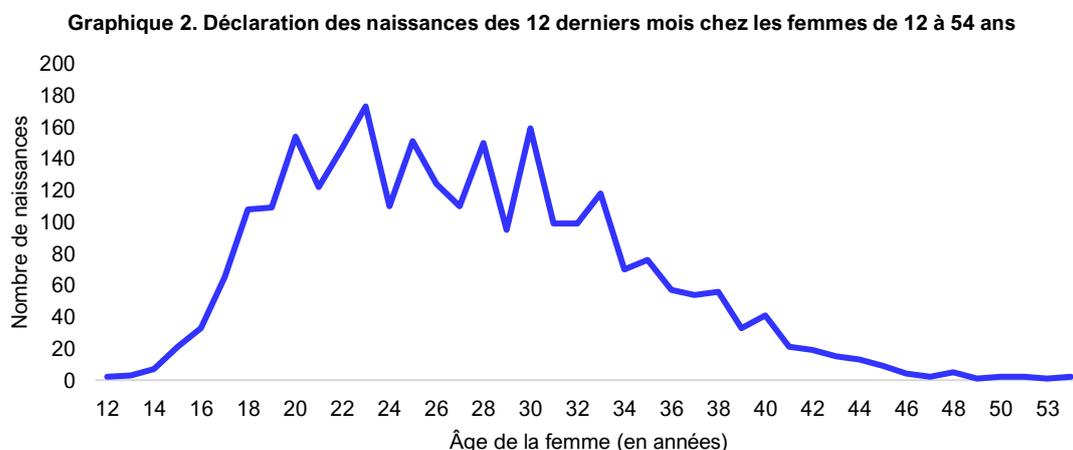
⁸ Zone de Contrôle

⁹ Zone d'équipe

projections faites par le BUCREP en 2022 (BUCREP, 2022)

Le graphique 2 ci-dessous présente la déclaration des naissances des 12 derniers mois des femmes en âge de procréer âgées de 12 à 54 ans

○ **Déclaration des naissances**

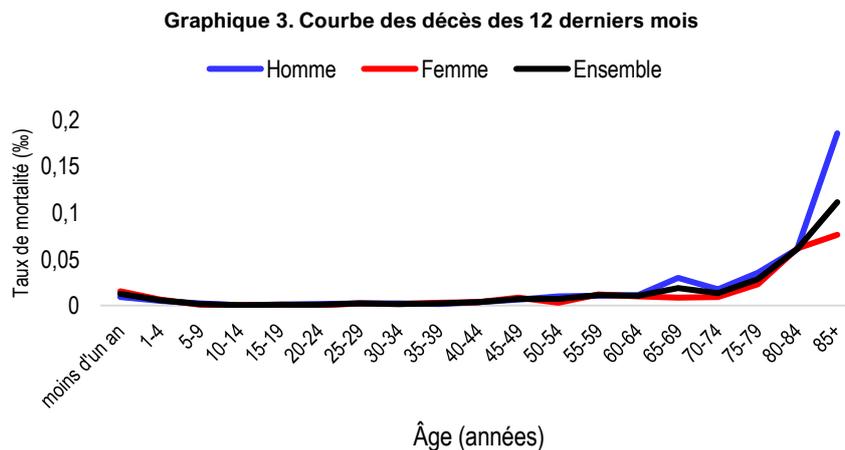


Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

La courbe des naissances des 12 derniers mois montre qu'elle a la forme d'une cloche. Cela illustre une bonne déclaration des naissances car elles sont faibles aux âges les moins avancés (12-19 ans) et aux âges les plus avancés (40-54 ans) et plus importantes aux âges intermédiaires (20-39).

○ **Déclaration des décès**

La courbe ci-après illustre la courbe de déclaration des décès des 12 derniers mois.



Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

En effet, la courbe de déclaration des décès ci-dessus a la forme de la lettre « J » qui est la forme normale d'une courbe de mortalité. Cette allure pourrait laisser croire à une relative bonne déclaration des décès. Pourtant, elle cache en réalité des sous déclarations importantes de décès à certains âges notamment aux bas âges

c'est-à-dire entre 0 et 5 ans et aux âges avancés c'est-à-dire entre 60 et 70 ans. D'autre part, cette courbe est même confondue à l'axe des abscisses entre 5 et 54 ans. Bien qu'on ait enregistré des efforts importants en matière de santé dans le pays ces dernières années, cette courbe de mortalité ne saurait avoir une telle

allure en raison tout au moins de tous les événements présentés dans le premier paragraphe de cet article. On présume dès lors qu'il y aurait une sous-estimation des décès.

Une évaluation avec des sources extérieures permet également de tirer les mêmes conclusions.

Tableau 1. Évolution de quelques indicateurs de mortalité

Indicateurs	1976 (RGPH-I)	1987 (RGPH-II)	1991 (EDSC-I)	1998 (EDSC-II)	2004 (EDSC-III)	2005 (RGPH-III)	2011 (EDS-MICS)	2018 (EDSC-V)
Taux brut de mortalité (‰)	20,4	13,7	-	-	-	13,6	-	-
Quotient de mortalité infantile (‰)	156,5	86	65	80	74	77,2	62	48
Quotient infanto-juvénile (‰)	-	139	126	146	144	148,5	122	80
Espérance de vie chez les hommes (année)	43,2	52,5	-	53,7	-	53,4	-	-
Espérance de vie chez les femmes (année)	45,6	57,0	-	57,5	-	57,1	-	-

Source : BUCREP, INS

En effet, le taux brut de mortalité tel que présenté dans le tableau 1 ci-dessus est de 13,5‰ en 2005 alors qu'il est estimé à 3,86 ‰ dans le cadre du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} RGPH-RGAE de 2023. De même, le quotient de mortalité infantile est de 48‰ en 2018 alors que cet indicateur est 12,32‰ en 2023. Pour ce qui est du quotient infanto-juvénile, ce taux est de 80‰ en 2018 alors qu'il est de 5,59‰ en 2023. Tous ces résultats illustrent à suffisance des sous-déclarations des décès car rien dans l'environnement social du pays ne laisse croire que des progrès en matière de santé puisse donner de tels résultats. Il est donc préconisé de recourir dans de tels cas à des méthodes indirectes pour redresser les données. Toutefois, il ne sera pas fait recours à ces méthodes dans le cadre de cet article. Les commentaires et analyses relatifs à la mortalité se contenteront d'expliquer les différences entre zones de contrôle. Ainsi les données relatives aux décès sont présentées telles quelles.

3. Comportements démographiques des populations vivant dans les zones en crise sécuritaire

Cette section présente les résultats des différentes analyses effectuées. La section vise également à répondre aux interrogations énoncées dans la partie introductive. Dans un

premier temps, l'analyse porte sur la fécondité des zones à défis sécuritaires, la seconde section s'appesantit sur la mortalité et la dernière partie sur les migrations.

3.1. Fécondité dans les zones à risque sécuritaire

L'étude de la fécondité porte sur des phénomènes quantitatifs directement liés à la procréation des enfants au sein des populations ou des sous-populations féminines.

Il a été demandé aux femmes entre autres de fournir des éléments de réponses aux interrogations suivantes :

[Nom] a-t-elle déjà eu des enfants nés vivants ?
Avec les modalités : 1 = Oui et 2 = Non

Combien d'enfants nés vivants [Nom] a-t-elle mis au monde ?

Parmi les enfants nés vivants, combien sont nés au cours des 12 derniers mois ?

Le principal indicateur calculé ici est l'indice synthétique de fécondité, encore appelé l'indice conjoncturel de fécondité. C'est le nombre moyen d'enfants par femme. Cet indicateur calculé nous donne la valeur de 3,37 enfants par femmes tel que présenté sur le tableau 2 ci-après.

Tableau 2. Indice synthétique de fécondité (ISF) par zone de contrôle

Âge de la femme (En année)	Zone de contrôle										
	Bafoussam	Bankim	Bétaré Oya	Buea	Douala 2	Efoulan	Madingring	Mokolo	Tubah	Yaoundé 6	Ensemble
15-19	0,03	0,05	0,11	0,02	0,05	0,19	0,15	0,05	0,03	0,02	0,07
20-24	0,08	0,14	0,11	0,03	0,07	0,26	0,27	0,23	0,05	0,10	0,13
25-29	0,10	0,15	0,12	0,08	0,09	0,23	0,23	0,26	0,14	0,16	0,16
30-34	0,12	0,17	0,07	0,09	0,08	0,17	0,26	0,22	0,14	0,14	0,15
35-39	0,07	0,09	0,06	0,07	0,04	0,12	0,13	0,17	0,10	0,10	0,10
40-44	0,17	0,05	0,05	0,02	0,03	0,04	0,11	0,09	0,03	0,04	0,05
45-49	0,17	0,00	0,02	0,00	0,00	0,01	0,04	0,04	0,01	0,01	0,01
ISF	3,70	3,22	2,68	1,49	1,74	5,14	5,93	5,29	2,53	2,84	3,37

Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPB-RGAE

Une analyse de cet indicateur permet de faire observer qu'il est inférieur à ce qui avait été obtenu quelques années plutôt. En effet, l'indice synthétique de fécondité était de 4,8 enfants par femme en 2018¹⁰ (INS & ICF, 2020) ; ce qui fait une différence de 1,43 points. L'analyse par zone de contrôle révèle que c'est la zone de contrôle de Madingring qui dispose de l'ISF le plus élevé avec 5,93 enfants par femme suivi de des zones de contrôle de Mokolo et d'Efoulan respectivement avec 5,29 et 5,14 enfants par femme. Pour ce qui est des ZC de Madingring dans le Nord et de Mokolo dans l'Extrême-Nord, ces résultats sont conformes à ce qui est attendu car ces régions sont réputées être à forte fécondité. En effet, en 2018 ces indicateurs sont de 6,2 enfants par femme dans la région du Nord et de 5,9 enfants par femme dans l'Extrême-Nord (INS & ICF, 2020). Si on considère que ces ZC sont représentatives des régions concernées, les différences entre les deux sources de données ne sont pas significativement différentes.

D'autre part, il est observé que les ZC de Tubah, de Douala 2 ainsi que celle de Buea ont des ISF les moins élevés avec respectivement 2,53 ; 1,74 et 1,49 enfants par femme. Lors de la dernière Enquête Démographique et de Santé (EDS) en 2018, cet indicateur est respectivement de 4,9 ; 2,8 et 2,6 dans la région du Nord-Ouest, de la ville de Douala et dans la région du Sud-Ouest. Si nous faisons l'hypothèse que ces ZC sont représentatives des régions concernées, on constate qu'il y a des différences significatives de cet indicateur entre les deux sources de données.

L'analyse globale permet de retenir qu'il se dégage deux tendances. La ZC de Mokolo qui

est considérée comme zone d'insécurité dispose d'un ISF élevé malgré les problèmes de sécurité qui y sévissent. De l'autre côté, on remarque les ZC de Tubah et de Buea qui sont également des zones d'insécurité disposent des ISF moins élevés par rapport à l'année 2018. On peut conclure que face aux problèmes d'insécurité les femmes à Mokolo ont réussi à être résilientes tandis que celles de Buea et de Tubah sont tombés dans la résignation en réajustant leur comportement de fécondité fortement à la baisse. Si des raisons culturelles peuvent expliquer ce maintien à la hausse de la fécondité dans la ZC de Mokolo, l'on ne saurait ignorer l'insécurité n'est pas identique selon que l'on soit à Mokolo, Tubah et Buea.

En effet, au-delà des questions culturelles, il a été indiqué dans le premier paragraphe que l'insécurité dans l'Extrême Nord était différente de celle des régions anglophones. Alors que les menaces sont exogènes dans l'Extrême-Nord, elles se trouvent endogènes dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Dans un tel contexte, les villages et localités limitrophes au Nigéria où est importée cette insécurité subissent plus les conséquences de l'insécurité que les villages et localités éloignés de la frontière avec ce pays. On conclut donc à une distribution différentielle de l'insécurité dans la ZC de Mokolo. A contrario, l'insécurité est quasi uniforme dans les zones de contrôle de Tubah et de Buea avec toutefois des pics d'insécurité dans les localités rurales. Ce niveau différentiel de l'insécurité selon que l'on soit à Mokolo, Tubah ou Buea, peut donc également justifier cette différence dans les comportements de fécondité des femmes vivant dans ces localités.

être obtenue en milieu rural dans la région du Sud-Ouest en proie à des questions sécuritaires.

¹⁰ L'Institut National de la Statistique du Cameroun a indiqué que des données par rapport à cet indicateur n'avait pas pu

3.2. Mortalité dans les zones à risque sécuritaire

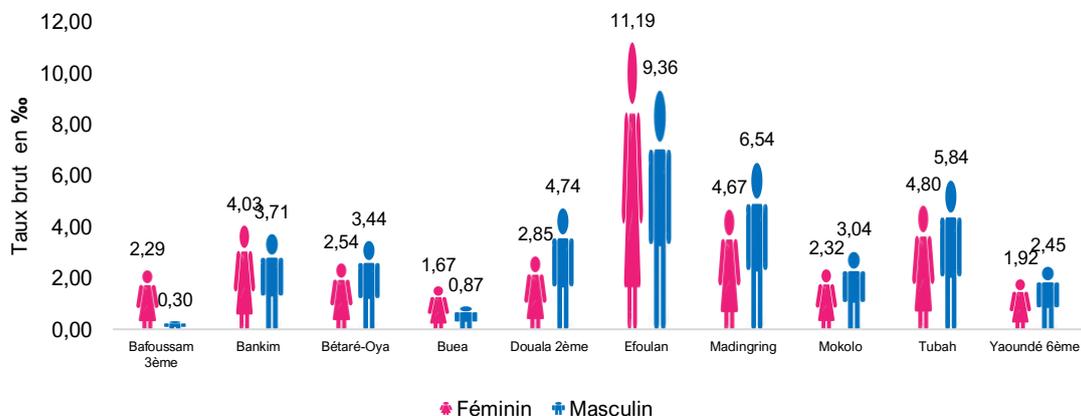
La mortalité fait référence à l'état ou à la condition d'être mort c'est-à-dire de ne plus être en vie. C'est un phénomène irréversible.

Les chefs de ménage ont été amenés à répondre entre autres aux questions ci-après :

Y a-t-il eu dans votre ménage des décès entre le mois de mars 2022 et le mois de mars 2023 ? (1 = Oui 2 = Non). Ensuite, il leur est demandé entre autres le sexe et l'âge du décédé.

Contrairement à ce qui est attendu, les ZC ne qui ne sont pas considérées comme en crise sécuritaire ont des taux de mortalité les plus élevés. En effet, la ZC d'Efoulan a un taux de mortalité de 10,25‰ (dont 11,19‰ chez les femmes contre 9,36‰ chez les hommes) alors qu'une ZC comme celle de Buea avec un taux de mortalité de 1,27‰ (1,67‰ chez les femmes contre 0,87‰ chez les hommes) disposent des niveaux de mortalité les plus faibles. La ZC de Mokolo quant à elle a un taux de mortalité de 2,6‰ (2,35‰ chez les femmes et 3,04‰ chez les hommes). La ZC de Tubah 5,28‰ (4,8‰ chez les femmes et 5,84‰ chez les hommes).

Graphique 4. Mortalité des 12 derniers mois par sexe selon la zone de contrôle



Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

Bien qu'il ait été démontré une sous-estimation des décès au regard des autres sources de données existantes actuelles et même antérieures, on remarque toute de même que cette sous-estimation est beaucoup plus importante dans les zones de conflits. En effet, au regard du contexte sociopolitique et même sécuritaire des zones que nous avons identifiées, il est difficile d'admettre que les zones réputées plus sécurisées aient enregistrées un nombre de morts plus importants. Il est donc émis l'hypothèse que les chefs de ménages interrogés ont délibérément omis de mentionner à l'agent recenseur les décès de certains leurs proches.

Deux raisons pourraient expliquer cette situation. D'abord pour des raisons culturelles notamment en ce qui concerne la ZC de Mokolo. Les populations auraient une forme de

pudeur face à la mort. L'évocation de la mort rappelle des souvenirs douloureux. Il est même parfois interdit de mentionner les défunts. C'est pourquoi dans ces sociétés, l'enterrement se fait rapidement sans aucune autre forme de procédures. En outre, les populations seraient moins enclines à déclarer les décès au sein de leur ménage surtout si ceux-ci ont perdu la vie dans des circonstances troublantes comme les attaques de djihadistes.

De l'autre côté, on pourrait ajouter comme raison de cette sous déclaration des décès, la peur notamment dans les ZC de Tubah et de Buea. Il faut noter à ce propos que « la crise sociopolitique¹¹ » qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest cristallise un grand nombre d'acteurs aussi bien les forces légitimes que les forces sécessionnistes. Toute personne suspectée de près ou de loin d'être

¹¹ C'est cette expression qui est régulièrement employée dans les discours officiels.

proche ou même sympathisant des sécessionnistes peut faire l'objet d'arrestations par les forces de défense et de sécurité. De la même manière, toute personne soupçonnée de collaborer à quel que niveau que ce soit avec le Gouvernement (autorités administratives, forces de défense et de sécurité, élites politiques, etc.) peut faire l'objet d'attaques. C'est pourquoi l'actualité dans ces régions est souvent dominée par des tueries, des règlements de compte et même des arrestations conséquences des affrontements entre belligérants. En dépit de ce contexte, on observe tout de même que le nombre de décès enregistrés dans les ZC de Tubah et Buea est même bien en deça du niveau de mortalité naturelle calculée lors de cette opération du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} RGPH-RGAE. On pourrait donc interpréter ce résultat comme la peur pour certains ménages de déclarer des décès qui pourraient porter atteinte à leur sécurité.

L'analyse par sexe du nombre de décès devient par conséquent pas pertinente au regard de cette forte sous déclaration des décès.

3.3. Migrations dans les zones à risque sécuritaire

Deux types de migration sont mesurés dans le cadre du recensement pilote mutualisé du 4^{ème}

RGPH-RGAE : la migration interne et la migration internationale. Dans le cadre de cette recherche, l'analyse s'intéressera uniquement à la migration interne.

La migration interne est un ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence des individus d'un certain lieu d'origine, ou lieu de départ, à un certain lieu de destination, ou lieu d'arrivée. De façon conceptuel, la migration a lieu lorsqu'un individu change de résidence antérieure. La résidence antérieure ici désigne l'arrondissement du Cameroun où la personne recensée avait résidé durant six mois au moins juste avant de s'installer dans son arrondissement de résidence actuelle.

Ainsi les chefs de ménage ont été appelé à répondre entre autres aux questions suivantes :

Dans quel arrondissement ou pays résidait [Nom] il y a 5 ans ?

Pour quel motif principal [Nom] a-t-il/-elle changé d'arrondissement de résidence ?

Cette dernière question a les modalités contenues dans le tableau suivant :

Tableau 3. Modalités de la variable principal motif de changement de résidence

P15 : Principal motif de changement de résidence		
Code	Libellé	Définition
01	Recherche/Perte d'emploi	Un individu qui a quitté son arrondissement de résidence pour aller rechercher un emploi ou qui a quitté son arrondissement de résidence suite à la perte de son emploi.
02	Mutation professionnelle/proximité du lieu de travail	Un individu qui a changé d'arrondissement de résidence suite à une affectation/mutation professionnelle ou qui a changé d'arrondissement dans la même ville pour se rapprocher de son lieu de service.
03	Études	Il s'agit des élèves et étudiants qui, pour poursuivent leurs études ont changé d'arrondissement.
04	Santé	Un individu qui change d'arrondissement pour suivre des soins ou avoir un meilleur encadrement pour sa santé. Le motif peut être la recherche de meilleures conditions climatiques indiquées pour sa santé.
05	Mariage	Un individu qui a changé d'arrondissement de résidence suite au mariage.
06	Regroupement familial	Un conjoint qui a changé d'arrondissement de résidence pour retrouver son partenaire ou des enfants qui pour rejoindre leurs parents, ont changé d'arrondissement de résidence.
07	Conflits familiaux	Mésentente avec les membres de la famille ou enfant qui quitte ses parents pour se retrouver dans la rue.
08	Meilleur confort/sécurité d'habitation	Ceux qui ont changé d'arrondissement de résidence dans le but de rechercher de meilleures conditions d'habitation en termes de confort et de sécurité du logement.
09	Retraite	Un individu qui change d'arrondissement pour s'installer dans celui où il veut vivre sa retraite.
10	Déguerpissement	Expulsion pour divers motifs par les pouvoirs publics

11	Catastrophes naturelles/technologiques	Changement d'arrondissement de résidence suite à un sinistre (éboulement de terrain, inondation, présence de déchets ou de gaz toxiques d'origine industrielle...).
12	Conflits fonciers/Coût du loyer	Ceux qui ont changé d'arrondissement de résidence à cause du coût du loyer ou qui ne veulent plus rester en location.
13	Conflits armés	Affrontement de groupes armés (cas des réfugiés centrafricains, déplacés liés à Boko Haram)
14	Insécurité liée aux troubles socio-politiques	Changement d'arrondissement de résidence pour fuir l'insécurité liée à un conflit armé. (La crise dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, réfugiés politiques)
77	Autre (à préciser)	

Source : Manuel de l'Agent Recenseur du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} RGPH-RGAE

Pour mesurer ainsi la migration dans les zones à défis sécuritaires au Cameroun, les modalités 13 « Conflits armés » et 14 « Insécurité liée aux troubles socio-politiques » sont utilisées.

L'approche utilisée pour mesurer les migrations contient tout de même quelques limites compte tenu de la problématique qui est traité dans ces travaux. En effet, il a été établi que les zones d'insécurité peuvent être classées en zones vertes, zones oranges ou jaunes et enfin les zones rouges.

Les zones vertes sont celles où les questions de sécurité ne se posent pas avec une certaine acuité. Mise à part la criminalité ordinaire, l'Etat ne déploie pas de moyens particuliers pour rétablir son autorité. Dans les zones rouges par contre, les affrontements armés sont réguliers et opposent les forces loyales au Gouvernement et les irrédentistes. La plupart du temps, les populations quittent ces zones pour rejoindre les zones mieux sécurisées. Parmi les zones les mieux sécurisées, on retrouve les zones oranges ou jaunes qui elles sont l'objet d'attaques sporadiques des insurgés (Mvodo, 2018). Dans la quête de leur sécurité, les populations quittent les zones qu'elles jugent insécures pour rejoindre les

zones sécurisées. Ce déplacement peut se faire à l'intérieur d'une même unité administrative ou à travers une ou plusieurs. L'approche de mesure de la migration utilisée ici ne prend donc pas en compte cette migration intra-arrondissement. Cette approche aurait permis de mesurer l'ensemble des personnes déplacées de force dans les zones à défis sécuritaire selon des approches EGRIS¹² préconisées par le UNHCR. Par ailleurs, cette approche ne permet pas de mesurer les cas de multiples migrations pour causes d'insécurité.

Au regard des classifications ci-dessus, les arrondissements de Mokolo, Tubah et Buea sont considérées comme des zones oranges car, dans celles-ci, des insurgés y mènent sporadiquement des attaques. À ce titre, elles peuvent également recevoir des personnes venant des zones rouges ou d'autres zones oranges.

Le tableau 3 ci-après indique que 1474 personnes ont déclaré avoir quitté leur lieu de résidence antérieure pour des motifs d'insécurité. Ce qui représente à peu près 1,54% de la population totale dénombrée lors du recensement pilote mutualisée du 4^{ème} RGPH-RGAE.

¹² Expert Group on Refugee, IDP and Statelessness Statistics

Tableau 3¹³. Migrations forcées des Camerounais selon leur lieu de provenance

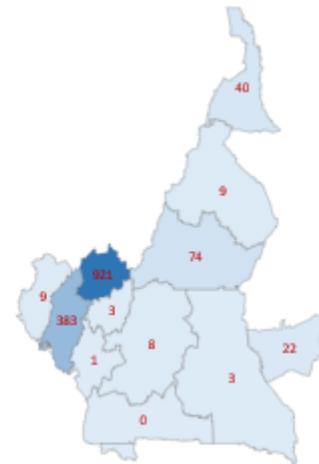
Lieu de provenance	Arrondissement de résidence										Total
	Bafoussam 3ème	Bankim	Bétaré-Oya	Buea	Douala 2ème	Efoulan	Madingring	Mokolo	Tubah	Yaoundé 6ème	
AD	0	73	1	0	0	0	0	0	0	0	74
CE	0	0	0	1	0	0	0	0	6	1	8
ES	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3
EN	1	0	0	1	1	0	0	37	0	0	40
LT	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
NO	1	0	0	0	0	1	5	0	2	0	9
NW	51	165	1	68	64	0	0	0	434	138	921
OU	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3
SU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SW	0	1	0	285	49	5	0	0	16	27	383
RCA	0	0	21	0	1	0	0	0	0	0	22
GE	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
NGR	0	6	0	0	0	0	0	3	0	0	9
Total	55	240	5	355	114	6	5	37	459	166	1474

Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

Comme illustré sur le tableau ci-dessus à travers les cellules vertes et les marques de couleur vertes, l'arrondissement de Tubah est celui qui accueille le plus les personnes déplacées de force avec 459 personnes, suivi de l'arrondissement de Buea avec 355 personnes. Ces déplacés de force proviennent principalement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cela indique à suffisance que la survenance de la crise anglophone a influencé significativement les migrations sur l'ensemble du territoire national.

Ces déplacés de force sont disséminés un peu partout sur l'ensemble du territoire national. Évidemment les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest recueillent les plus grands flux de déplacés car comme il a été indiqué précédemment, l'insécurité n'est pas uniforme dans toute ces zones. Il existe dans la plupart des cas des localités relativement mieux sécurisées comme les grands centres urbains dont les capitales régionales, les capitales départementales ou même d'arrondissement. Toutefois, les sécessionnistes y mènent des attaques surprises pour semer la terreur au sein de la population. Les zones rurales par contre sont moins sécurisées ; elles constituent à cet effet le refuge des insurgés.

Carte 2. Lieu de provenance des Camerounais déplacés de force



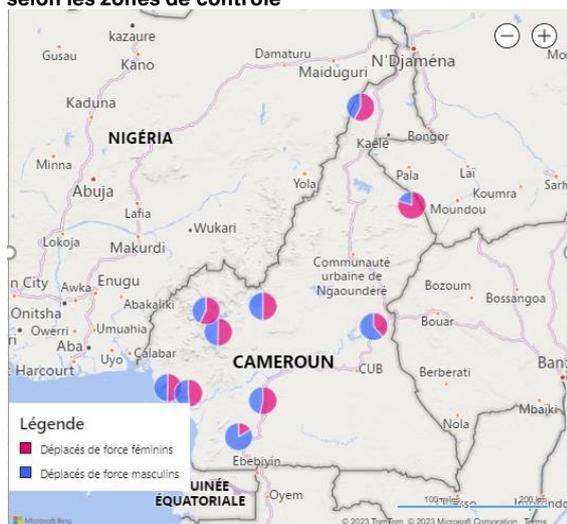
Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

À travers la carte 1 ci-dessus, on peut également remarquer qu'un nombre important des déplacés de force proviennent des pays voisins comme la République Centrafricaine. La situation sécuritaire de ce pays telle que présentée dans la première partie du présent article expliquerait cette situation.

Il a également été jugé pertinent de faire une analyse par sexe du nombre de déplacés de force. La carte 2 ci-dessous présente les résultats de cette analyse.

¹³ AD = Adamaoua ; CE = Centre ; ES = Est ; EN = Extrême-Nord ; LT = Littoral ; NW = Nord-Ouest, OU = Ouest ; SU = Sud ; SW = Sud-Ouest ; RCA = République Centrafricaine ; GE = Guinée Equatoriale ; NGR = Nigéria

Carte 3. Répartition des déplacés de force par sexe selon les zones de contrôle



Source : Recensement pilote mutualisé 4^{ème} RGPH-RGAE

De façon générale, il a été observé que les personnes de sexe féminin sont plus concernées par les migrations forcées. En effet 52,8% de personnes déplacées de force sont des femmes toute ZC confondue. Celle de Madingring a 80% de femmes parmi les déplacées de force, alors que celle de Tubah dispose de 58% de femmes suivie de celle de Mokolo avec 57,5%. La ZC de Yaoundé 6 quant à elle a 53,7% de femmes parmi les personnes déplacées de force. Ces résultats illustrent à suffisance qu'en période de conflits, les femmes sont en général les plus affectés.

Conclusion

La démographie étudie la composition, l'évolution ainsi que la répartition spatiale de la population. Les situations de crise sécuritaires ont fortement impacté la démographie au Cameroun. Si dans certaines régions du pays, cette insécurité est exogène c'est-à-dire importée des pays voisins, malheureusement dans d'autres parties du pays, l'insécurité est endogène liée à des passifs historiques et à des politiques économiques et sociales implémentées de façon hasardeuses. Ces situations ont créé des catastrophes humanitaires importantes. Le présent article avait pour but de mesurer les comportements démographiques des populations qui vivent dans les zones à défis sécuritaires. Ainsi grâce aux données du recensement pilote mutualisé du 4^{ème} RGPH et du RGAE, il a été démontré que les femmes, notamment celles des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont revu à la baisse leur fécondité. Par ailleurs,

les populations vivant dans ces zones n'ont pas suffisamment déclaré les décès des personnes mortes dans des conditions de troubles. Enfin il a été relevé des mouvements migratoires importants notamment venant de la région du Nord-Ouest Cameroun.

Pour permettre aux Camerounais de vivre en bonne santé et de s'épanouir dans une société pacifique et ouverte à tous, le Gouvernement devrait travailler à la restauration de la paix et le vivre ensemble sur tout le territoire national.

Travaux cités

Berthemet, Tanguy . 2016. Boko Haram : plus de 1000 victimes au Cameroun. *International*. [En ligne] 16 janvier 2016. [Citation : 4 septembre 2023.] www.lefigaro.fr.

BUCREP. 2022. *Accidents de circulation routière*. Département des Etudes, de la Recherches et du Traitement des Données. Yaoundé : Bureau Central de Recensements et des Etudes de Population, 2022. p. 113, Rapport National sur l'Etat de la Population, Edition 2022.

—. **2012.** *Mortalité*. Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population-UNFPA. Yaoundé : République du Cameroun , 2012. p. 68, 3^{ème} RGPH, Volume II, Tome 08.

—. **2012.** *Mouvements migratoires*. Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population. Yaoundé : République du Cameroun, 2012. p. 307, 3^{ème} RGPH, Volume II - Tome 09.

Crisis Group. 2015. *Cameroun: la menace du radicalisme religieux*. Brussels/Nairobi : International Crisis Group, 2015. Rapport Afrique N°229.

FES. 2020. *Vulnérabilité dans les zones touchées par le conflit au Cameroun. Causes, manifestations et conséquences sur les populations*. Union Européenne. Yaoundé (Cameroun) : Friedrich Ebert Stiftung, 2020. p. 118, Rapport d'étude.

INS & ICF. 2020. *Enquête Démographique et de Santé du Cameroun 2018*. Yaoundé, Cameroun et Rockville, Maryland, USA : Institut National de la Statistique et ICF, 2020. p. 739, Rapport d'enquête.

INS. 2008. *Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2007.* Yaoundé : Institut National de la Statistique du Cameroun, 2008. p. 145, Rapport principal.

—. **2015.** *Evolution des principaux indicateurs de la pauvreté monétaire de 2001 à 2014.* ECAM4, Enquête Camerounaise auprès des ménages. Yaoundé, Cameroun : Institut National de la Statistique, 2015. p. 5.

Le Centre pour les droits humains et la démocratie en Afrique et du Centre Raoul-Wallenberg. 2019. *Rapport sommaire : La crise au Cameroun : Les preuves de violations des droits humains et des crimes contre l'humanité.* Buea, Cameroon, Montréal, Québec, Canada : CRHDA, Le Centre Raoul-Wallenberg pour les droits de la personne, 2019. p. 13, Rapport sommaire.

Mvodo, Victor Stéphane. 2018. *Collecte des données sociodémographiques dans les zones en proie à l'insécurité : l'exemple de la cartographie censitaire du 4ème recensement général de la population et de l'habitat au Cameroun.* Unité de Méthodologie et des Opérations de Terrain (UMOT), 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (4ème RGPH). Yaoundé : Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population (BUCREP), 2018.

Nations Unies. 2018. *La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.* Section des publications. Addis-Abeba, Ethiopie : Commissions économique pour l'Afrique, 2018. p. 33.

Ntuda Ebode, Joseph Vincent, et al. 2017. *Le conflit Boko Haram au Cameroun. Pourquoi la paix traîne-t-elle?* Yaoundé, Cameroun : Friedrich Ebert Stiftung, 2017. p. 36. ISBN: 978-9956-532-04-5.

OCHA. 2019. *Cameroon: North-West and South-West, Situation Report 12.* New York : OCHA, 2019.

Razafindrakoto, Mireille et Roubaud, François. 2022. Aux soubassements de la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des institutions publiques. *Statéco.* 2022, pp. 121-137.

République du Cameroun. 2019. *Décret N°2019/3179/PM du 02 septembre 2019 portant reconnaissance du statut de zone économiquement sinistrée aux Régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Sud-Ouest.* Direction des Affaires Administratives et des Requêtes, Secrétariat Général. Yaoundé : Services du Premier Ministre, 2019. p. 1.

Tamekamta, Alphonse Zozime. 2018. *Le Cameroun face aux réfugiés centrafricains. Comprendre la crise migratoire et les résiliences subséquentes.* 2018.

UNFPA. 2019. *Dynamique démographique et la crise dans les pays autour du Lac Tchad.* Dakar, Sénégal : Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2019. p. 44.

World Bank. 2021. *The Socio-Political Crisis in the Northwest and Southwest Regions of Cameroon: Assessing the Economic and Social Impacts.* Washington DC 20433 : International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank , 2021. p. 92.